

Election d'un juge à la Cour européenne
 des droits de l'homme au titre de la Suisse

Vu la proposition conjointe du DFAE et du DFJP du 6 mai 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

d é c i d é

1. La Suisse présentera à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en vue de l'élection d'un membre de la Cour européenne des droits de l'homme, une liste de trois candidats comportant les noms de M. Luzius Wildhaber, professeur ordinaire de droit public à l'Université de Bâle, de M. Daniel Thürer, professeur ordinaire de droit international public, de droit européen, ainsi que de droit constitutionnel et administratif à l'Université de Zurich, et de M. Giorgio Malinverni, professeur ordinaire de droit constitutionnel et de droit international des droits de l'homme à l'Université de Genève.

2. Le DFAE est chargé de communiquer cette liste au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Pour extrait conforme

le Secrétaire

Protokollauszug an:

ohne / mit Beilage

Nr.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
		EDA	10	-
X		EDI	5	-
X		EJPD	5	-
X		EMD	5	-
X		EFD	7	-
X		EVD	5	-
X		EVED	5	-
X		BK	5	-
		EFK		
		Fin.Del.		

Für die BR.-Sitzung
vom - 8. MA 1991

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

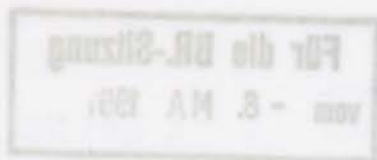
DEPARTEMENT FEDERAL DE
JUSTICE ET POLICE

Berne, le 6 mai 1991

Au Conseil fédéral

Election d'un juge à la Cour européenne
des droits de l'homme au titre de la Suisse

1. Par lettre du 5 mars 1991, Mme Denise Bindschedler-Robert a informé le Chef du DFAE de sa démission en tant que membre de la Cour européenne des droits de l'homme, avec effet au 30 juin 1991. Suite à cette démission, il y a lieu d'entamer la procédure pour l'élection d'un nouveau juge à la Cour au titre de la Suisse. Le juge à élire achèvera le terme du mandat de Mme Bindschedler-Robert (cf. art. 40, § 5 Convention européenne des droits de l'homme), lequel devait expirer le 20 janvier 1998.
2. Aux termes de l'article 39, paragraphe 1er, de ladite Convention, "les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée Consultative à la majorité des voix exprimées sur une liste de personnes présentée par les membres du Conseil de l'Europe, chacun de ceux-ci devant présenter trois candidats, dont deux au moins de sa nationalité". Selon le paragraphe 2 de cet article, la même procédure est suivie pour pourvoir aux sièges devenus vacants. Les membres de la Cour, qui sont élus pour une durée de neuf ans, sont rééligibles.



En vertu d'une pratique constante, les candidats sont présentés uniquement par le gouvernement de l'Etat "au titre duquel" le juge est à élire; la liste des candidats est soumise au Comité des ministres, qui la transmet à l'Assemblée parlementaire.

3. Si l'on veut limiter à la pause d'été la vacance du siège suisse à la Cour, la question de l'élection devrait être mise à l'ordre du jour de la réunion des Délégués des Ministres du 18 juin 1991, qui est la dernière avant l'été. Les Délégués des Ministres transmettront ensuite les candidatures à l'Assemblée parlementaire, qui est compétente pour procéder à l'élection. La prochaine session de l'Assemblée est fixée du 18 au 26 septembre 1991.

En conséquence, il y a lieu pour le Conseil fédéral de communiquer avant la mi-mai au Secrétariat général du Conseil de l'Europe une liste et les dossiers de trois candidats, dont deux au moins doivent avoir la nationalité suisse.

Les candidats "devront jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des juristes possédant une expérience notoire" (art. 39, § 3, de la Convention). Il convient également d'avoir à l'esprit l'article 4 du nouveau Règlement de la Cour qui dispose: "Un juge ne peut exercer ses fonctions aussi longtemps qu'il est membre d'un gouvernement ou qu'il occupe un poste ou exerce une profession incompatibles avec l'indépendance et l'impartialité du juge. En cas de besoin, la Cour plénière décide." Cette dernière disposition a été renforcée par l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1990, du Protocole no 8 à la Convention, dont l'article 9 complète l'article 40 de celle-ci par un paragraphe 7 ainsi rédigé: "Les membres de la Cour siègent à la Cour à titre individuel. Durant tout l'exercice de leur mandat, ils ne peuvent assumer de fonctions incompatibles avec

les exigences d'indépendance, d'impartialité et de disponibilité inhérentes à ce mandat".

4. Nous vous proposons de présenter une liste de trois candidats de nationalité suisse comportant les noms de M. Luzius Wildhaber, professeur ordinaire de droit public à l'Université de Bâle, de M. Daniel Thürer, professeur ordinaire de droit international public, de droit européen ainsi que de droit constitutionnel et administratif à l'Université de Zurich, et de M. Giorgio Malinverni, professeur ordinaire de droit constitutionnel et de droit international des droits de l'homme à l'Université de Genève.

Le professeur Wildhaber, qui avait été désigné comme deuxième candidat à l'occasion de la réélection de Mme Bindschedler-Robert en 1989, figure désormais en tête de liste, car il remplit sans aucun doute toutes les conditions requises par la Convention européenne des droits de l'homme pour être élu juge à la Cour. Les professeurs Thürer et Malinverni sont d'accord de figurer au deuxième, respectivement au troisième rang. La pratique de l'Assemblée relative à l'élection des juges à la Cour montre qu'est respecté, en règle générale, l'ordre de préférence établi entre les trois candidats par le gouvernement concerné.

Professeur ordinaire de droit public à l'Université de Bâle depuis 1977, M. Luzius Wildhaber est "Rector designatus" de cette université depuis l'année passée. Au cours de sa carrière, M. Wildhaber a notamment:

- donné un nombre important de conférences et de cours dans des universités renommées;
- été nommé rapporteur à l'occasion de congrès de plusieurs sociétés de juristes et de colloques juridiques; il a également assumé des fonctions diverses

dans des comités de sociétés savantes, de revues juridiques et d'instituts;

- été membre de diverses commissions d'experts sur le plan fédéral et international;

- été juge à la Cour suprême de la Principauté de Liechtenstein et au Tribunal administratif de la Banque interaméricaine de développement, ainsi qu'arbitre dans plusieurs affaires internationales;

- été agent du Conseil fédéral lors du recours introduit par le Rassemblement jurassien c. la Suisse devant la Commission européenne des droits de l'homme (1979) et Conseil du Conseil fédéral lors du recours individuel de Mme Belilos c. la Suisse devant la Cour européenne des droits de l'homme (1986- 1987);

- été enfin l'auteur de très nombreux ouvrages, publications et articles relatifs au droit constitutionnel suisse et au droit international, notamment sur la Convention européenne des droits de l'homme (cf. en particulier: "Internationaler Kommentar zur Europäischen Menschenrechtskonvention", Hsgb. Wolfram Karl/Luzius Wildhaber, depuis 1986).

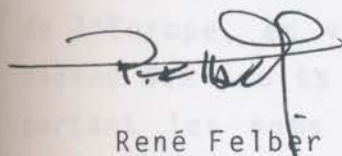
5. La composition actuelle de la Cour reflète un juste équilibre entre des membres jouissant d'une réputation confirmée sur le plan scientifique d'une part et des membres qui sont des praticiens du droit ou ont acquis une large expérience dans la fonction judiciaire d'autre part. Pour qu'il en soit dans toute la mesure du possible également ainsi à l'avenir, nous veillerons - lors d'une procédure ultérieure visant à élire un juge à la Cour au titre de la Suisse - à inclure dans la

- 5 -

liste des candidats non seulement des personnalités issues des milieux académiques mais également des praticiens du droit ou d'anciens magistrats.

6. Vu ce qui précède, nous vous proposons de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES



René Felber

DEPARTEMENT FEDERAL DE
JUSTICE ET POLICE



Arnold Koller

Annexes: - Projet de décision du Conseil fédéral
- Note biographique détaillée des trois candidats

Pour co-rapport à: DFF, DFI, DFEP, DMF, DFTCE

Extrait de procès-verbal à: DFAE, DFJP, DFF, DFI, DFEP, DMF,
DFTCE, Chancellerie fédérale

Lebenslauf von Luzius Wildhaber

Election d'un juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la Suisse

Vu la proposition conjointe du DFAE et du DFJP du 6 mai 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

d é c i d é

1. La Suisse présentera à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en vue de l'élection d'un membre de la Cour européenne des droits de l'homme, une liste de trois candidats comportant les noms de M. Luzius Wildhaber, professeur ordinaire de droit public à l'Université de Bâle, de M. Daniel Thürer, professeur ordinaire de droit international public, de droit européen, ainsi que de droit constitutionnel et administratif à l'Université de Zurich, et de M. Giorgio Malinverni, professeur ordinaire de droit constitutionnel et de droit international des droits de l'homme à l'Université de Genève.

2. Le DFAE est chargé de communiquer cette liste au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Pour extrait conforme

Le Secrétaire

Universität

- Privatdozent an der Universität Basel, 1969 - 1971

- Ordentlicher Professor für Völker-, Staats- und Verwaltungsrecht an der Universität Freiburg i.Us., 1971 - 1977

Lebenslauf von Luzius Wildhaber

Familie und Ausbildung

- Geboren 1937 in Basel. Verheiratet mit Simone geb. Creux, Dr. rer. pol., seit 1963. Zwei Kinder, Anne (1968) und Isabelle (1973).
- Studien in Basel, Paris, Heidelberg und London. Dr. iur. Basel, 1961. Amerbach-Preis der Universität Basel, 1965;
- Baselstädtisches Advokaturexamen, 1964;
- Yale Law School, LL.M. (Master of Laws) 1965; Ambrose Gherini-Preis 1965; J.S.D. (Juris Scientiae Doctor) 1968.

Bundesverwaltung

- Juristischer Mitarbeiter an der Völkerrechtsdirektion des Eidg. Politischen Departements in Bern, 1968 - 1971;
- Beobachter der Schweiz in der 6. Kommission der UNO-Generalversammlung in New York, Herbst 1970;
- Mitglied der Schweizer Verhandlungsdelegationen betreffend einen Handelsvertrag mit Rumänien (1971) und das Rechtshilfeabkommen in Strafsachen mit den USA (1971 - 1972);
- Teilnehmer am 5. Studienseminar der International Law Commission in Genf, Sommer 1969.

Universität

- Privatdozent an der Universität Basel, 1969 - 1971;
- Ordentlicher Professor für Völker-, Staats- und Verwaltungsrecht an der Universität Freiburg i.Ue., 1971 - 1977;

- Ordentlicher Professor für öffentliches Recht an der Universität Basel seit 1977; Dekan der Juristischen Fakultät, 1980 - 1981 und 1989 - 1990;
- Ablehnung eines Rufes an die Universität Bern, 1983;
- Gastlehrauftrag an der Hochschule St. Gallen, WS 1986 - 1987;
- Ablehnung eines Rufes als Direktor des Bundesamtes für Justiz, 1987;
- Ablehnung eines Rufes als Direktor des Schweizerischen Institutes für Rechtsvergleichung, 1989;
- Rector designatus, seit 1990.

Vorträge und Kurse

- Vorträge u.a. am Europäischen Forum Alpbach, an den Universitäten Augsburg, Berkeley (U.C.), Berlin, Bonn, Bremen, Canberra (A.N.U.), Cincinnati, Davis (U.C.), Edinburgh, Genf, am Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales in Genf (Kurs 1974), in Georgetown, Graz, am Asser Institut in Den Haag, in Heidelberg, Helsinki, Hongkong (City Polytechnic), Kent, Konstanz, Krakow, Lausanne, Leicester, Linz, London, Louvain, am Institut Universitaire International de Luxembourg (Kurs 1976), Montréal (McGill und UQAM), Neuchâtel, Oregon, Ottawa (Ottawa U. und C.C.I.L.), Oxford, Québec (Laval), Saarbrücken, Salzburg, St. Gallen (Gastlehrauftrag 1986/87), Sydney (U.N.S.W.), Utkal (Bhubaneswar), Vancouver (U.B.C.), Victoria B.C., Wales, Washington D.C. (Woodrow Wilson Center), Wien, Yale, Zürich (Univ. und ETHZ).
- Rapporteur
 - vor der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht, 1970, 1977;
 - vor der Schweizerischen Vereinigung für Internationales

Recht, 1973, 1979, 1984;

- am 4. Internationalen Kolloquium über die Europäische Menschenrechtskonvention in Rom, 1975;
- am Schweizerischen Juristentag, 1979;
- an der I. Herbert Miehsler-Gedächtnisvorlesung in Salzburg, 1987;
- am Third Summer Seminar of International Law in Helsinki, 1990.

Expertenkommissionen

- Mitglied der bundesrätlichen Expertenkommission für die Revision des Staatsvertragsreferendums, 1972 - 1974;
- Mitglied der bundesrätlichen konsultativen UNO-Kommission, 1973 - 1975;
- Stabschef und Mitglied des Leitenden Ausschusses der bundesrätlichen Expertenkommission zur Vorbereitung einer Totalrevision der Bundesverfassung, 1974 - 1978; Verfasser des Schlussberichtes der Kommission, 1977;
- Mitglied der Eidgenössischen Diplomatenprüfungskommission, seit 1977;
- Berater der Jura-Delegation des Regierungsrates des Kantons Bern, 1979 - 1980, sowie 1987 - 1988;
- Mitglied des Committee on State Immunity der International Law Association, 1981 - 1982;
- Mitglied des Committee on Legal Aspects of Long-Distance Air Pollution der International Law Association, seit 1985.

Vereine, Zeitschriften, Institute

- Zentralpräsident der Schweizerischen Gesellschaft für die

- Vereinten Nationen, 1973 - 1975;
- Präsident des Redaktionsausschusses des Schweizerischen Jahrbuches für Internationales Recht, 1973 - 1979;
- Vizepräsident der Schweizerischen Vereinigung für Internationales Recht, 1974 - 1979, Präsident 1979 - 1990;
- Mitglied des Vorstandes der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik, 1974 - 1980;
- Mitglied der World Academy of Art and Science, seit 1975;
- Mitglied des Rates der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht, seit 1977;
- Mitglied des Institutsrats und des Ausschusses des Schweizerischen Instituts für Rechtsvergleichung, 1979 - 1990;
- Mitherausgeber der Österreichischen Zeitschrift für öffentliches Recht und Völkerrecht, seit 1981;
- Mitglied des Vorstandes des Schweizerischen Juristenvereins, seit 1985;
- Beirat der Vereinigung für Umweltrecht, seit 1985;
- Mitglied des Vorstandes der Schweizerischen Akademie der Geisteswissenschaften, 1986 - 1990;
- Stiftungsrat der Schweizerischen Greina-Stiftung zur Erhaltung der alpinen Fließgewässer, seit 1986;
- Mitglied des Beirates des Österreichischen Instituts für Menschenrechte, seit 1987;
- Mitglied des Board of Directors des International Institute of Comparative Linguistic Law, Montreal, seit 1988;
- Mitglied der Academia Europaea, seit 1989;
- Mitglied des Kuratoriums des Max-Planck-Instituts für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Heidelberg, seit 1990.

Richter und Prozessbevollmächtigter

- Richter am fürstlich-liechtensteinischen Staatsgerichtshof, 1975 - 1988;
- Prozessbevollmächtigter des Bundesrates in der Individualbeschwerde des Rassemblement Jurassien c. Schweiz, vor der Europäischen Kommission für Menschenrechte, 1979;
- Schiedsrichter im Fall Ashland Oil Co. v. Sonatrach (International Chamber of Commerce), 1983 - 1988;
- Schiedsrichter im Fall Alfa-Laval Aktiebolag v. RAED Trading and Contracting Establishment and Wakim (International Chamber of Commerce), 1986;
- Prozessberater und -beauftragter des Bundesrates in der Individualbeschwerde Belilos c. Schweiz, vor dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte, 1986 - 1987;
- Schiedsrichter im Falle Ecuador v. Schweiz (in Sachen Hamburger), seit 1987;
- Schiedsrichter im Fall Europäisches Laboratorium für Molekularbiologie v. Bundesrepublik Deutschland, 1988 - 1990;
- Richter am Verwaltungsgericht der Inter-American Development Bank (Washington, D.C.), seit 1989.

Publikationen - Zusammenfassung

- Advisory Opinions - Rechtsgutachten höchster Gerichte (Diss. Basel 1962), XVI + 143 S.;
- Treaty-Making Power and Constitution - an international and comparative study (thesis Yale Law School, Basler Habilitationsschrift 1971), XXII + 412 S.;
- To What Extent Has the Right to Education Undergone an Evolution? Report for the 4th International Colloquy on the European Convention on Human Rights in Rome, Council of Europe Doc. H./Coll. (75) 4 (1975);
- Praxis des Völkerrechts (gemeinsam mit Jörg Paul Müller, Bern 1977), 551 S.; 2. Aufl., Bern 1982, XVIII + 639 S.;
- Schlussbericht der Expertenkommission für die Vorbereitung einer Totalrevision der Bundesverfassung (1977), 202 S.;
- Multinationale Unternehmen und Völkerrecht, Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht 1977, 64 S. (BDGesVR 18 (1978) 7 - 71);
- Erfahrungen mit der Europäischen Menschenrechtskonvention, Referate und Mitteilungen des Schweizerischen Juristenvereins, 113. Jahrgang (1979), 151 S. (ZSR 98 (1979 II) 229 - 379, 534 - 539, 562 - 563);
- Internationaler Kommentar zur Europäischen Menschenrechtskonvention (Hsbg. Wolfram Karl/Herbert Miessler, seit 1986 Wolfram Karl/Luzius Wildhaber): Vorbehalte und auslegende Erklärungen der Schweiz und Frankreich zu Art. 6 EMRK, RZ 595 - 669, S. 236 - 257 (1986); freie und geheime Wahlen der Legislative, Art. 3 ZP, RZ 1 - 74, S. 1 - 30 (1986);
- Kommentar zur Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 29. Mai 1874 (Hsbg. Jean-François Aubert/Kurt Eichenberger/Jörg-Paul Müller/René A. Rhinow/Dietrich Schindler, 2. Lieferung 1989); Art. 118 BV, RZ 1 - 123, 31 S.; Art. 119/120 BV, RZ 1 - 98, 25 S.; Art. 121/122 BV, RZ 1 - 161, 44 S.; Art. 121 bis BV, RZ 1 - 45, 14 S.; Art. 123 BV, RZ 1 - 21, 7 S. (total 121 Seiten);

- Über 100 Zeitschriftenartikel (davon 17 auf Englisch, 1 auf Italienisch, 6 auf Französisch) vor allem über folgende Themenbereiche:

Völkerrecht und Landesrecht;

auswärtige Beziehungen, Abschluss internationaler Verträge, Staatsvertragsreferendum;

Souveränität; Selbstbestimmungsrecht und Minderheitenrechte;

Jurisdiktions-Grundsätze im internationalen Recht;

multinationale Unternehmen im Völkerrecht;

Neutralität, friedenserhaltende Aktionen, Gewaltverbot und Selbstverteidigung;

Umweltschutz im nationalen und internationalen Recht;

Europäische Menschenrechtskonvention;

Soziale Grundrechte, Lehrfreiheit, Drittwirkung der Rechtsgleichheit;

Volksrechte;

Verfassungsrevision, Verfassungsinitiative, Totalrevision der Bundesverfassung.

Curriculum vitae de Luzius Wildhaber

Famille et études

- Né en 1937 à Bâle. Marié à Simone née Creux, Dr. ès sciences économiques, depuis 1963. Deux enfants, Anne (1968) et Isabelle (1973).
- Etudes à Bâle, Paris, Heidelberg et Londres. Dr. en droit, Bâle, 1961. Prix Amerbach de l'Université de Bâle, 1965;
- Examen d'avocat, Bâle, 1964;
- Yale Law School, LL.M. (Master of Laws) 1965; Prix Ambrose Gherini 1965; J.S.D. (Juris Scientiae Doctor) 1968.

Administration fédérale

- Collaborateur de la Direction de droit international public du Département Politique Fédéral à Berne, 1968 - 1971;
- Participant en tant qu'observateur suisse à la 6ème Commission de l'Assemblée Générale de l'ONU à New York, automne 1970;
- Membre des délégations suisses concernant un accord commercial avec la Roumanie (1971) et le traité d'entraide judiciaire en matière pénale avec les Etats-Unis (1971 - 1972);
- Participant du 5ème séminaire d'études de la Commission de Droit International à Genève, été 1969.

Université

- "Privatdozent" à l'Université de Bâle, 1969 - 1971;
- Professeur ordinaire de droit international public, constitutionnel et administratif à l'Université de Fribourg/Suisse, 1971 - 1977;

- Professeur ordinaire de droit public à l'Université de Bâle, depuis 1977; Doyen de la Faculté de Droit, 1980 - 1981 et 1989 - 1990;

- "Rector designatus", 1990.

Conférences et cours

- Conférences au Forum Européen Alpbach, aux universités d'Augsburg, Berkeley (U.C.), Berlin, Bonn, Canberra (A.N.U.), Cincinnati, Constance, Cracovie, Davis (U.C.), Edinburgh, Genève, à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales à Genève (cours en 1974), à Georgetown, Graz, à l'Institut Asser à La Haye, à Heidelberg, Helsinki, Hongkong (City Polytechnic), Kent, Lausanne, Leicester, Linz, Londres, Louvain, à l'Institut Universitaire International de Luxembourg (cours en 1976), Montréal (McGill et UQAM), Neuchâtel, Oregon, Ottawa, Oxford, Québec (Laval), Salzbourg, Saint-Gall (cours en 1986/1987), Sarrebruck, Sydney (U.N.S.W.), Utkal (Bhubaneswar), Vancouver (U.B.C.), Victoria B.C., Vienne, Wales, Washington D.C. (Woodrow Wilson Center), Yale, Zurich (Univ. et EPZ).

- Rapporteur

- devant la Société allemande de droit international, 1970, 1977;

- devant la Société Suisse de Droit International, 1973, 1979, 1984;

- au 4ème Colloque International sur la Convention européenne des droits de l'homme à Rome, 1975;

- devant la Société suisse des juristes, 1979;

- lors de la 1ère Conférence à la mémoire de Herbert Miehsler à Salzbourg, 1987;

- au 3ème Séminaire de Droit International à Helsinki, 1990.

Commissions d'experts

- Membre de la commission d'experts du Conseil fédéral pour la révision du référendum en matière de traités, 1972 - 1974;
- Membre de la commission consultative sur l'ONU du Conseil fédéral, 1973 - 1975;
- Coordinateur-en-chef et membre du Comité directeur de la Commission d'experts du Conseil fédéral pour la préparation d'une révision totale de la Constitution fédérale, 1974 - 1978; rédacteur du rapport final de la Commission, 1977;
- Membre de la Commission fédérale des concours d'entrée pour la carrière diplomatique, depuis 1977;
- Conseiller de la délégation jurassienne du Conseil d'Etat du canton de Berne, 1979 - 1980 et 1987 - 1988;
- Membre du comité sur les immunités d'Etat de l'Association de droit international, 1981 - 1982;
- Membre du comité sur les aspects juridiques de la pollution d'air à longue distance de l'Association de droit international, depuis 1985.

Sociétés, revues, instituts

- Président central de la Société suisse pour les Nations Unies, 1973 - 1975;
- Président du Comité de rédaction de l'Annuaire suisse de droit international, 1973 - 1979;
- Vice-président de la Société suisse de droit international, 1974 - 1979, Président depuis 1979;
- Membre du Comité de l'Association Suisse de Politique Etrangère, 1974 - 1980;

- Membre de la "World Academy of Art and Science", depuis 1975;
- Membre du Comité de la Société allemande de droit international, depuis 1977;
- Membre du Conseil et du Comité de l'Institut suisse de droit comparé, 1979 - 1990;
- Co-éditeur de l'"Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht und Völkerrecht", depuis 1981;
- Membre du Comité de la Société suisse des juristes, depuis 1985;
- Membre du Comité de l'Académie suisse des sciences humaines, 1985 - 1990;
- Conseil de l'Association pour le droit de l'environnement, depuis 1987;
- Membre du Comité directeur de l'Institut international de droit linguistique comparé, Montréal, depuis 1988;
- Membre de l'Academia Europaea, depuis 1989;
- Membre du Curatorium de l'Institut Max Planck de droit public étranger et de droit international public, Heidelberg, depuis 1990.

Juge et agent

- Juge à la Cour suprême ("Staatsgerichtshof") de la Principauté du Liechtenstein, 1975 - 1988;
- Agent du Conseil fédéral lors du recours individuel du Rassemblement Jurassien c. Suisse, devant la Commission européenne des droits de l'homme, 1979;
- Arbitre dans l'affaire Ashland Oil Co. c. Sonatrach (Chambre de commerce internationale), 1983 - 1988;

- Arbitre dans l'affaire Alfa-Laval Aktiebolag c. RAED Trading and Contracting, Establishment and Wakim (Chambre de commerce internationale), 1986;
 - Conseiller et agent du Conseil fédéral lors du recours individuel Belilos c. Suisse, devant la Cour européenne des droits de l'homme, 1986 - 1987;
 - Arbitre dans l'affaire Equateur c. Suisse (ex parte Hamburger), depuis 1987;
 - Arbitre dans l'affaire Laboratoire européen de biologie moléculaire c. République fédérale d'Allemagne, 1988 - 1990;
 - Juge au tribunal administratif de la Banque Inter-Américaine de Développement (Washington, D.C.), depuis 1989.
- 1974-79 Wissenschaftlicher Referent am Max-Planck-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht in Heidelberg (Deutschland)
- 1979-81 Visiting Scholar an der Harvard Law School, Cambridge, Massachusetts (USA)
- 1981-83 Rechtsdienst des Regierungsrates des Kantons Aargau
- seit 1985 Professor an der Universität Zürich für Völkerrecht, Europarecht, Staatsrecht und Verfassungsrecht
- 1985 Ruf an die Hochschule St. Gallen für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften
- seit 1986 Mitglied der "Université d'été" über Regionalismus und lokale Autonomie, Fribourg (Schweiz)
- 1986 Angebot der Stelle des Chefs des Bundesamtes für Justiz durch die Vorsteherin des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements
- 1986 Aufnahme in den Dreiervorschlag des Bundesrates für die Wahl eines Schweizer Vertreters beim Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Strassburg
- 1987 Angebot einer Ersatzrichterstelle am Verwaltungsgericht des Kantons Zürich
- 1989 Nachfolge auf dem Lehrstuhl von Prof. Diethrich Schindler an der Universität Zürich
- 1989 Urlaubsemester an der Harvard Law School
- 1989 Wahl zum (ordentlichen) Richter am Staatsgerichtshof des Fürstentums Liechtenstein durch das liechtensteinische Parlament

Lebenslauf

- 1945 Geboren in St. Gallen als Sohn von Professor Georg und Maria Thürer (Bürger von Chur und Valzeina GR)
- 1964 Maturität an der Kantonsschule St. Gallen (Typus A)
- 1970 lic.iur. der Universität Zürich (summa cum laude)
- 1971 Studien an der Universität Genf und der Hochschule St. Gallen für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften
- 1972 LL.M. Studien und Ausarbeitung der Dissertation an der Universität Cambridge (Darwin College), Grossbritannien (British Council Scholarship)
- 1974 LL.M. der Universität Cambridge
- 1974 Dr.iur. der Universität Zürich (summa cum laude)
- 1975 Mitarbeit bei Professor D. Schindler am Institut für Völkerrecht und ausländisches öffentliches Recht der Universität Zürich
- 1976-79 Wissenschaftlicher Referent am Max-Planck-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht in Heidelberg (Deutschland)
- 1979-81 Visiting Scholar an der Harvard Law School, Cambridge, Massachusetts (USA)
- 1981-83 Rechtsdienst des Regierungsrates des Kantons Aargau
- seit 1983 Professor an der Universität Zürich für Völkerrecht, Europarecht, Staatsrecht und Verwaltungsrecht
- 1985 Ruf an die Hochschule St. Gallen für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften
- seit 1986 Mitglied der "Université d'été" über Regionalismus und Lokale Autonomie, Fribourg (Schweiz)
- 1986 Angebot der Stelle des Chefs des Bundesamtes für Justiz durch die Vorsteherin des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements
- 1986 Aufnahme in den Dreierorschlag des Bundesrates für die Wahl eines Schweizer Vertreters beim Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Strassburg
- 1987 Angebot einer Ersatzrichterstelle am Verwaltungsgericht des Kantons Zürich
- 1989 Nachfolge auf dem Lehrstuhl von Prof. Dietrich Schindler an der Universität Zürich
- 1989 Urlaubssemester an der Harvard Law School
- 1989 Wahl zum (ordentlichen) Richter am Staatsgerichtshof des Fürstentums Liechtenstein durch das liechtensteinische Parlament

- 1989 Präsident des Zürcherischen Juristenvereins
- 1990 (Mit)Herausgeber des Schweizerischen Jahrbuchs für internationales Recht
- 1990 Leitung des Instituts für Völkerrecht und ausländisches Verfassungsrecht an der Universität Zürich zusammen mit Professor Walter Haller (z.Zt. Geschäftsführer)
- 1991 Wahl ins Internationale Komitee vom Roten Kreuz
- 1991 Mitherausgeber der "Revue Européenne de Droit Public"

Funktionen in Vereinigungen wie:

- Mitglied des leitenden Ausschusses des Stiftungsrates der Schweizerischen Friedensstiftung
- Mitglied des Vorstandes der Neuen Helvetischen Gesellschaft (Ortsgruppe Zürich)
- Mitglied des Beirates des Liberalen Instituts (Zürich)
- Vorstandsmitglied des Vereins Reformierter Studentenhäuser (Zürich)

Militär:

Hauptmann der Militärjustiz

Familie:

Verheiratet mit Susi Thüerer und Vater von Anna-Katharina und Franziska Thüerer

Curriculum vitae

- 1970 J.D., University of Zurich (summa cum laude)
- 1971 Studies at the Geneva University Law School and the St. Gallen University of Business Administration
- 1972 S.J.D. and LL.M. studies at the University of Cambridge (Darwin College), Great Britain (British Council Scholarship)
- 1974 LL.M., University of Cambridge
- 1974 Doctor of Law, University of Zurich (summa cum laude)
- 1975 Lecturer and research assistant at the University of Zurich (with Professor Dietrich Schindler)
- 1976-79 Research Fellow at the Max-Planck-Institute of Public International Law and Comparative Public Law, Heidelberg (Germany)
- 1979-81 Visiting Scholar at the Harvard Law School, Cambridge, Massachusetts (USA)
- 1981-83 Legal Advisor of the Government of the Canton of Aargau (Switzerland)
- since 1983 Professor of International, European, Constitutional and Administrative Law at the University of Zurich
- 1985 Offer of tenure at the St. Gallen University of Business Administration
- since 1986 Research and Teaching Member of the European Summer University on Regionalism and Local Autonomy (Euroregions), Fribourg
- 1986 Offer by the Swiss Minister of Justice to become the head of the Judicial Agency of the Federal Department of Justice and Police
- 1986 Inclusion by the Federal Government in a list of three Swiss nominees as the Swiss Representative in the European Court of Human Rights
- 1987 Offer to become a Member of the High Administrative Court of the Canton of Zurich
- 1989 Tenure at the University of Zurich and the Institute of Public International Law and

- Comparative Constitutional Law (chair of Professor Dietrich Schindler)
- 1989 Sabbatical at the Harvard Law School
- 1989 Election as a Member of the Supreme Court of the Principality of Liechtenstein by the Liechtenstein Parliament
- 1989 President of the Zurich Lawyers Association
- 1990 Member of the Board of Directors of the "Annuaire Suisse de droit international" (Department of Public International Law)
- 1990 Co-Director of the Institute of Public International Law and Comparative Constitutional Law, University of Zurich
- 1991 Member of the International Committee of the Red Cross
- 1991 Comité de rédaction de la Revue Européenne de Droit Public

I am also a member of boards and executive committees of various organisations such as the Swiss Peace Foundation, the Liberal Institute in Zurich, the Human Rights Commission of the Swiss Reformed Church, the Neue Helvetische Gesellschaft in Zurich, the University admission board, a University housing board etc.

I am a member of various scientific organisations such as the "Swiss Association of International Law", the "Swiss Lawyers Association", the "Zurich Lawyers Association", the "German Association of International Law", the "Association of German-speaking Professors of Constitutional Law" etc.

I was also advising public authorities and private clients, so for instance the governments of the Principality of Liechtenstein and various Swiss cantons in recent years as well as the Swiss Federal Parliament and a Parliamentary Commission of the Republic of Poland (with respect to a new Polish Constitution) in 1990.

In the Swiss army I am captain in the judicial service.

I am married with Susi Thürer who is a supplementary judge at the Zurich District Court and

Prof. Dr. Dan am father of Ann-Catherine (age 6) and Franziska Thürer (age 3).

Wissenschaftliche Veröffentlichungen

(ohne Buchbesprechungen, Vortragstexte und Zeitungsinterviews)

1. Dissertation: Das Selbstbestimmungsrecht der Völker - Mit einem Exkurs zur Jurafrage, 266 S., Verlag Schöpfli & Cie AG, Bern 1975.
2. Kanton Jura: Rechtsprobleme des Übergangs, in: Schweizer Monatshefte 56, 1975, S. 191-204.
3. Erste schweizerische Gerichtsentscheide zur Europäischen Menschenrechtskonvention, in: Neue Zürcher Zeitung vom 19. August 1975.
4. Gewerkschaftsfreiheit und Diskriminierungsverbot im Fall Schwedischer Lokomotivführerverband und im Fall Schmidt und Dahlström/Anzerrung zu den Urteilen des EGMR, in: Europäische Grundrechte-Zeitschrift 3, 1976, S. 471-476 (Übersetzung einer Abhandlung von Reinhold Fahiback, Lund).
5. Die Grundrechte im Entwurf zu einer neuen schweizerischen Bundesverfassung, in: Europäische Grundrechte-Zeitschrift 5, 1978, S. 103-108.
6. Grundzüge und Besonderheiten der Verfassung der Republik und des Kantons Jura, in: Ja zum Kanton Jura, Jahrbuch der Neuen Helvetischen Gesellschaft 49, 1978, S. 206-216.
7. Das Verhältnis der Schweiz zum Europarat und den Europäischen Gemeinschaften (17 S., hektographiert).
8. Die negative Koalitionsfreiheit, in: H. Mosler/R. Bernhardt (Hrsg.), Die Koalitionsfreiheit des Arbeitnehmers (Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, Band 75), Springer-Verlag, Berlin/Heidelberg/New York 1980, S. 1237-1251.
9. Das Militärdisziplinarrecht in der Schweiz/Fall Egge, in: Europäische Grundrechte-Zeitschrift 7, 1980, S. 274-275, 308-309 (Bearbeitung).
10. Bund und Gemeinden in der Schweiz, in: Dokumente und Informationen zur Schweizerischen Orts-, Regional- und Landesplanung Nr. 67, 1982, S. 19-23.
11. Stadt und Staat - Veränderungen der Stellung und Funktion der Gemeinden im Bundesstaat? Das Beispiel Schweiz, in: J.J. Heuss/H. Ganssforth/D. Fürst/E.H. Ritter (Hrsg.), Staat und Gemeinden zwischen Konflikt und Kooperation, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden 1983, S. 45-60.

Prof. Dr. Daniel Thürer, LL.M.
Universität Zürich

Wissenschaftliche Veröffentlichungen

(ohne Buchbesprechungen, Vortragstexte und Zeitungsinterviews)

1. Dissertation: Das Selbstbestimmungsrecht der Völker - Mit einem Exkurs zur Jurafrage, 256 S., Verlag Stämpfli & Cie AG, Bern 1976.
2. Kanton Jura: Rechtsprobleme des Uebergangs, in: Schweizer Monatshefte 56, 1976, S. 191-204.
3. Erste schweizerische Gerichtsentscheide zur Europäischen Menschenrechtskonvention, in: Neue Zürcher Zeitung vom 19. August 1975.
4. Gewerkschaftsfreiheit und Diskriminierungsverbot im Fall Schwedischer Lokomotivführerverband und im Fall Schmidt und Dahlström/Anmerkung zu den Urteilen des EGMR, in: Europäische Grundrechte-Zeitschrift 3, 1976, S. 471-476 (Übersetzung einer Abhandlung von Reinhold Fahlbeck, Lund).
5. Die Grundrechte im Entwurf zu einer neuen schweizerischen Bundesverfassung, in: Europäische Grundrechte-Zeitschrift 5, 1978, S. 105-108.
6. Grundzüge und Besonderheiten der Verfassung der Republik und des Kantons Jura, in: Ja zum Kanton Jura, Jahrbuch der Neuen Helvetischen Gesellschaft 49, 1978, S. 206-216.
7. Das Verhältnis der Schweiz zum Europarat und den Europäischen Gemeinschaften (17 S., hektographiert).
8. Die negative Koalitionsfreiheit, in: H. Mosler/R. Bernhardt (Hrsg.). Die Koalitionsfreiheit des Arbeitnehmers (Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, Band 75), Springer-Verlag, Berlin/Heidelberg/New York 1980, S. 1235-1253.
9. Das Militärdisziplinarrecht in der Schweiz/Fall Eggs, in: Europäische Grundrechte-Zeitschrift 7, 1980, S. 274-275, 308-309 (Bearbeitung).
10. Bund und Gemeinden in der Schweiz, in: Dokumente und Informationen zur Schweizerischen Orts-, Regional- und Landesplanung Nr. 67, 1982, S. 19-23.
11. Stadt und Staat - Veränderungen der Stellung und Funktion der Gemeinden im Bundesstaat? Das Beispiel Schweiz, in: J.J. Hesse/H. Ganseforth/D. Fürst/E.H. Ritter (Hrsg.), Staat und Gemeinden zwischen Konflikt und Kooperation, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden 1983, S. 45-60.

12. Das Störerprinzip im Polizeirecht, in: Zeitschrift für Schweizerisches Recht 102 I, 1983, S. 463-486.
13. Zur Bedeutung des sprachenrechtlichen Territorialprinzips für die Sprachenlage im Kanton Graubünden, in: Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung 85, 1984, S. 241-271. (Jetzt: Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht).
14. "Soft law" - eine neue Form von Völkerrecht? In: NZZ Nr. 168 vom 21./22. Juni 1984, S. 31 (Rubrik "Zeitfragen").
15. Grauzonen zwischen rechtlicher und ausserrechtlicher Normierung im Bereiche der internationalen Beziehungen. Die rechtlich unverbindlichen zwischenstaatlichen Abkommen als Beispiel, in: Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft 24, 1984, S. 261-278.
16. Föderalismus - gefährdetes Lebenselement (Vorschau auf den schweizerischen Juristentag 1984), in: NZZ Nr. 219 vom 20. September 1984, S. 34/35.
17. Sowjetblock und sozialistisches Völkerrecht, in: NZZ vom 30. April 1984, S. 21.
18. Das Selbstbestimmungsrecht der Völker, in: Archiv des Völkerrechts 22, 1984, S. 113-137.
19. Gibt es im Rechtsstaat ein Widerstandsrecht? In: Reflexion (Publikationsorgan des Liberalen Instituts Zürich) 1984/10, S. 29-35.
20. "Soft law" - Eine neue Form von Völkerrecht? In: Zeitschrift für Schweizerisches Recht 104 I, 1985, S. 429-453.
21. Widerstandsrecht und Rechtsstaat, in: Herausforderung des Rechts durch die Moral, studia philosophica 44, 1985, S. 142-169.
22. Habilitationsschrift: Bund und Gemeinden (Beiträge des Max-Planck-Instituts zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, Band 90), Berlin/Heidelberg/New York/London/Paris/Tokyo 1986, 352 S.
23. Humanität und Neutralität - Zum politischen und völkerrechtlichen Spannungsverhältnis zweier Grundprinzipien der schweizerischen Aussenpolitik, in: Völkerrecht im Dienste des Menschen - Festschrift für Hans Haug, hrsg. von Yvo Hangartner und Stefan Trechsel, Bern/Stuttgart 1986, S. 279-308.
24. Zum Nicaragua-Urteil des Internationalen Gerichtshofs, in: "Die Welt" vom 11. August 1986.
25. Europäische Menschenrechtskonvention und schweizerisches Verwaltungsverfahren, in: Schweizerisches Zentralblatt für

- Staats- und Gemeindeverwaltung 87, 1986, S. 241-265.
(Jetzt: Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht).
26. Familientrennung durch Staatsgrenzen? Zur Stellung ausländischer und ausländisch-schweizerisch gemischter Familien im schweizerischen Ausländerrecht und Verfassungsrecht sowie im Völkerrecht, in: Festschrift für Cyril Hegnauer, Bern 1986, S. 573-608.
 27. La relation entre le droit des peuples et le droit humanitaire, in: Fondation internationale Lelio Basso pour le droit et la libération des peuples (éd.), Le droit des peuples en question? Rom, November 1986, S. 46-52.
 28. Was ist ein Bundesrat? Appenzeller Volksfreund vom 11. Dezember 1986, S. 9.
 29. Brauchen wir ein Verwaltungsgericht? Appenzeller Zeitung vom 10. November 1986, S. 3.
 30. Die Menschenrechte zwischen Realität und Illusion - Vortrag aus Anlass "25 Jahre Brot für Brüder" (hektographiert, 11 S.).
 31. Self-determination, in: Rudolf Bernhardt (ed.), Encyclopedia of Public International Law 8, 1986, S. 470-476.
 32. Verfassungsgarantie und sozialer Wandel: Das Beispiel von Ehe und Familie - Die Rechtslage in der Schweiz, in: Veröffentlichungen der Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer 45, Berlin/New York 1987, S. 100-105.
 33. Die Rechtsstellung des Ausländers in der Schweiz, in: J.Abr. Frowein/T. Stein (Hrsg.), Die Rechtsstellung von Ausländern nach staatlichem Recht und Völkerrecht (Beiträge des Max-Planck-Instituts zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, Band 94), Berlin/Heidelberg/New York/London/Paris/Tokyo 1987, S. 1341-1441.
 34. The Right of Self-determination of Peoples, in: Law and State 35 (1987), S. 22-39.
 35. Die drei traditionellen "Welten" der Bundesverfassung - Aufbruch zu einer vierten "Welt"? Gedanken über die Beziehungen des schweizerischen Verfassungsrechts zu einigen Grundfragen der Moral, in: studia philosophica, Supplementum 13, 1987, S. 221-245.
 36. Das Willkürverbot nach Art. 4 BV, in: Zeitschrift für Schweizerisches Recht 106 II, 1987, S. 413-533 (Referat für den Schweizerischen Juristentag); mündliches Referat zu diesem Thema und Schlusswort im Protokoll des Schweiz. Juristentages, a.a.O., S. 600-610, 648-651.

37. Swiss National Report on the Judicial Control over the Discretionary Power to Expel and Extradite Foreigners, in: Rapports suisses présentés aux XIIème Congrès international de droit comparé, Zürich 1987, S. 157-177.
38. 40 Jahre Allgemeine Menschenrechtserklärung, Zürichsee-Zeitung vom 27. August 1988, S. 2.
39. Menschenrechte und Dritte Welt, in: Uni Zürich - Mitteilungsblatt des Rektorates 4/1988, S. 5-8.
40. Die UNO oder die Kunst des Ueberzeugens, in: Tages-Anzeiger vom 29. August 1988, S. 2.
41. "Ist die Zeit reif für eine Staatsreform?" In: Der Staatsbürger 1988, S. 15-17.
42. Schweizerische Gemeindeautonomie und Europäische Charta der kommunalen Selbstverwaltung, in: Festschrift für Otto K. Kaufmann, Bern/Stuttgart 1989, S. 221-246.
43. Weltweite Ignoranz in der Kurdenfrage? In: Tages-Anzeiger vom 1. März 1989, S. 2.
44. Vorstellungen über die dauernde Neutralität vor dem Ersten Weltkrieg, heute und für die Zukunft, in: Schweizerisches Jahrbuch für internationales Recht (Jubiläumsband) 1989, S. 73-103.
45. Ein Beitrag zum Aufbau Europas - Die Kommunalcharta des Europarates und ihr Wert für die schweizerische Gemeindeautonomie, in: Schweizerische Monatshefte 1989, S. 461-465.
46. Der politische Status der Ausländer in der Schweiz - Rechtsposition im Spannungsfeld zwischen politischer Rechtlosigkeit und Gleichberechtigung? In: Festschrift für Ulrich Häfelin (hrsg. von Walter Haller, Georg Müller, Alfred Kölz und Daniel Thürer), Zürich 1989, S. 183-204.
47. Europaverträglichkeit als Rechtsargument. Zu den Wegen und Möglichkeiten schweizerischer Rechtsanpassung an die neue Integrationsdynamik der Europäischen Gemeinschaft, in: Festschrift für Dietrich Schindler (hrsg. von Walter Haller, Georg Müller, Alfred Kölz und Daniel Thürer), Basel/Frankfurt am Main 1989, S. 561-582.
48. Abschied vom machtbetonten Nationalstaat", in: Tages-Anzeiger vom 15. März 1990, S. 2.
49. Auf dem Wege zu einem Europäischen Wirtschaftsraum? In: Schweizerische Juristen-Zeitung 1990, S. 93-100.
50. Der politische Status der Ausländer in der Schweiz, in: Zeitschrift für Ausländerrecht und Ausländerpolitik 1990, S. 26-36.

51. "Eine Gerechtigkeitsfrage ersten Ranges": Sollen Ausländer in der Schweiz politische Rechte erhalten?, in: Tages-Anzeiger vom 29. September 1989, S. 2.
52. Das Selbstverständnis der Schweiz angesichts der europäischen Herausforderung, in: Zentralblatt des Schweizerischen Zofingervereins 1990, S. 732-746.
53. Liberalismus hiesse: stets unterwegs sein, in: Tages-Anzeiger vom 30. Juli 1990, S. 2.
54. Europaverträglichkeit des schweizerischen Ausländerrechts, in: Die Europaverträglichkeit des schweizerischen Rechts (hrsg. von Dietrich Schindler, Gérard Hertig, Jakob Kellenberger, Daniel Thürer und Roger Zäch), Zürich 1990, S. 45-73.
55. Gute Erfahrungen mit "fremden Richtern" - Oesterreicher und Schweizer als Garanten der Unabhängigkeit, in: Neue Zürcher Zeitung vom 10. September 1990, S. 11 und 12.
56. Der Verfassungsstaat als Glied einer Europäischen Gemeinschaft - Verdichtetes europäisches Ordnungsgefüge, in: Neue Zürcher Zeitung vom 4. Oktober 1990, S. 79 und 80.
57. The Role of Soft Law in the actual Process of European Integration, in: Olivier Jacot-Guillarmod (éd.), L'avenir du libre-échange en Europe: vers un Espace économique européen?, Zürich 1990, S. 131 ff.
58. Treaty making power im Fürstentum Liechtenstein. Vom innerstaatlichen Verfahren eines allfälligen UNO-Beitritts (Rechtsgutachten zu Händen der liechtensteinischen Regierung), in: Liechtensteinische Juristen-Zeitung 1990, S. 139152.
59. Das Selbstverständnis der Schweiz angesichts der europäischen Herausforderung, in: Zentralblatt des Schweizerischen Zofingervereins 1990, S. 732-746.
60. Frankreich 1789 - Osteuropa 1989: Konsequenzen für den Liberalismus in der Schweiz? In: Reflexion (hrsg. vom Liberalen Institut in Zürich), Zürich 1990, S. 13-22.
61. Der Verfassungsstaat als Glied einer Europäischen Gemeinschaft, erscheint im Frühling 1991 in der Reihe "Veröffentlichungen der Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer".
62. Beiträge bedeutender Schweizer zum Aufbau Europas, in: Europa 10-12, 1990, S. 10-11.
63. Die schweizerische Bundesversammlung und die europäische Integration, in: Festschrift für die schweizerische Bundesversammlung zum 700-Jahr-Jubiläum der Eidgenossenschaft (erscheint im Frühling 1991).

- 64. Europäische Integration: Probleme und Folgerungen für den Gesetzgeber in Bund und Kantonen, in: Gesetzgebung heute 1990/3, S. 9-28.
- 65. Golfkrieg: Was erlaubt das Völkerrecht gegen Aggressoren?
In: Prisma 1991 (Februar) S. 15-19.
- 66. Gleichheit und Ungleichheit im Golfkonflikt, in: NZZ vom Januar 1991, S.

Vorträge

(der letzten fünf Jahre)

Schweizer Landesbericht zu den Referaten vor der Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer zum Thema "Verfassungsgarantie und sozialer Wandel - Das Beispiel von Ehe und Familie", in: VDStRL 45, 1987, S. 100-105.

Die Menschenrechte zwischen Realität und Illusion - Vortrag bei der Kirchgemeinde Wollishofen aus Anlass "25 Jahre Brot für Brüder" am 9. September 1986.

Internationaler Menschenrechtsschutz - Vortrag am Schweizerischen Institut für Berufspädagogik am 3. Oktober 1986.

Brauchen wir ein Verwaltungsgericht? Vortrag an der Jahrestagung der Staatsbürgerlichen Arbeitsgemeinschaft am 8. November 1986 (mit ausführlicher Berichterstattung in der Presse, vor allem Appenzeller Zeitung vom 10. November 1986).

Neue Entwicklungen im Bereiche der Europäischen Menschenrechtskonvention - Vortrag vor dem Zürcherischen Juristenverein am 18. November 1987 (mit Berichterstattung in der NZZ vom 17. November 1987).

Die Europäische Menschenrechtskonvention - Aspekte aus Schweizer und Strassburger Sicht - Vortrag vor der Generalversammlung des St. Gallischen Juristenvereins am 14. November 1987 (mit Berichterstattung in der Presse, vor allem Appenzeller Zeitung vom 17. November 1987).

Das Willkürverbot nach Art. 4 BV - Einführungsreferat vor dem Schweizerischen Juristentag am 13. September 1987 (mit Vorankündigung in der NZZ vom 28. November 1987 und Besprechung vor allem im Tages-Anzeiger vom 15. September 1987).

Die Ausprägung und Auswirkung der Dritten Gewalt in unserem Staat, Vortrag anlässlich der Sekundarlehrerkonferenz des Kantons Zürich vom 20. Januar 1988.

Grenzen der Verrechtlichung (Podiumsgespräch am Liberalen Institut vom 22. März 1988).

Recht und Ethik in der gesellschaftlichen Entscheidungsfindung -

Referat anlässlich eines Seminars der Neuen Helvetischen Gesellschaft, Gruppe Zürich, vom 23. April 1988.

Soll die Schweiz der Europäischen Charta der kommunalen Selbstverwaltung beitreten? Symposium der Universität Würzburg vom 18. April 1988.

Die Schweiz und die Europäische Menschenrechtskonvention, Vortrag an der österreichischen Verwaltungsakademie des Bundes, Wien, am 5. Mai 1988.

Neutrality: The Swiss Case. Panel at the Annual Meeting of the American Political Science Association 1989 in Atlanta.

Die Ideen der Französischen Revolution und ihre Aktualität heute, Vortrag vor der Historisch-antiquarischen Gesellschaft in Chur, November 1989.

Solidarität als Grundprinzip des Völkerrechts? Vortrag an einem interuniversitären Seminar über "Ethik und Ethos der Verfassungsordnung".

Das schweizerische Selbstverständnis vor der europäischen Herausforderung, Vortrag anlässlich der Generalversammlung der Zofingia Zürich, 2. Januar 1990.

Die europäische Integration und der schweizerische Föderalismus, Vortrag vor der Konferenz der kantonalen Sanitätsdirektoren in Schaffhausen am 17. Mai 1990.

Die dauernde Neutralität der Schweiz, Vortrag im Rahmen eines Weiterbildungsseminars an der österreichischen Verwaltungsakademie des Bundes, Wien, am 21. Mai 1990.

Frankreich 1979 - Osteuropa 1989: Konsequenzen für den Liberalismus in der Schweiz? Ansprache anlässlich der Gründungsfeier der Freisinnig-Demokratischen Partei der Stadt Zürich vom 29. Mai 1990.

Der Beitrag bedeutender Schweizer zum Aufbau Europas, Vortrag vor der Europaunion, Sektion Zürich, am 5. Dezember 1990.

Demokratie und Kirche: Staatsverständnis und Kirchenverständnis. Vortrag im Rahmen der Freisinnig-Demokratischen Partei des Kantons Zürich am 12. Januar 1991.

Aussenpolitik und die Souveränität der Kantone - Elemente einer Neuorientierung, Vortrag vom 23. Januar 1991 im Rahmen eines Weiterbildungsseminars für schweizerische Regierungsräte, organisiert von der Stiftung für Eidgenössische Zusammenarbeit.

Zum Buch von Jeanne Hersch "Das Recht, ein Mensch zu sein", Buchvernissage vor dem Rotary-Club Aarau am 6. November 1990.

Swiss Neutrality: Contribution in a Conference on "The European Economic Space", organised by the London School of Economics in London, 23. November 1990.

Erfahrungen der Schweiz mit ihren direkt-demokratischen Institutionen, Vortrag im Rahmen eines Hearings vor einer Kommission des polnischen Parlaments in Warschau am 26. November 1990.

Europäische Integration: Standort und Standpunkt der Schweiz. Vortrag vor der Neuen Helvetischen Gesellschaft Zürich am 9. Januar 1991.

Third States and Sanctions in Public International Law. The Swiss Case, German-Israeli Colloquium at the University of Konstanz, 13th-15th February, 1991.

Menschenrechte - Föderalismus - Demokratie. Festschrift zum 70. Geburtstag von Werner Kagi, hrsg. von Ulrich Hafelin/Walter Haller/Dietrich Schindler, Zürich 1979. Besprechung: ZSR 101 I, 1982, S. 323-327.

Jörg Paul Müller/Luzius Wildhaber, Praxis des Völkerrechts, 3. Aufl., Bern 1982. Besprechung: erscheint demnächst im Schweizerischen Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung.

Eli Murlakoy, Das Recht der Völker auf Selbstbestimmung im israelisch-arabischen Konflikt, BJIR 1983, S. 309 ff.

Peter Huggenmacher, Grotius et doctrine de la guerre juste, BJIR 1985, S. 362 ff.

Jürg Spöni-Schleift, Die Interpretation der dauernden Neutralität durch das schweizerische und das österreichische Parlament, erscheint in BJIR 1987, S. 272 ff.

Fritz Gygi, Bundesverwaltungsrechtspflege, 2. Aufl., in: ZBl 1984, S. 286 f.

Buchbesprechungen

1. Literaturspiegel zur Europarechtswissenschaft (Mitautor)
Besprechung: ZSR 98 I (1979), S. 301-325.
2. Gygi Fritz: Die schweizerische Wirtschaftsverfassung, 2. erw. Aufl., Bern/Stuttgart 1978. Besprechung: ZaöRV 39, 1979, S. 822/23.
3. Imboden Max/Rhinow René, Schweizerische Verwaltungsrechtsprechung, 5. Aufl., Basel/Stuttgart 1976.
4. Fleiner-Gerster Thomas, Grundzüge des allgemeinen und schweizerischen Verwaltungsrechts, Zürich 1977. Besprechung: ZaöRV 39, 1979, S. 823 ff.
5. Marti Hans, Die Wirtschaftsfreiheit der schweizerischen Bundesverfassung, Basel/Stuttgart 1976. Besprechung: ZaöRV 39, 1979, S. 827 f.
6. Müller Jörg P., Gebrauch und Missbrauch des Dringlichkeitsrechts nach Art. 89bis BV, Bern 1977. Besprechung: ZaöRV 39, 1979, S. 828.
7. Schürmann Leo, Wirtschaftsverwaltungsrecht, Bern 1978. Besprechung: ZaöRV 39, 1979, S. 823 f.
8. Spinner Bruno, Die Kompetenzdelegation beim Abschluss völkerrechtlicher Verträge in der Schweiz, Zürich 1977. Besprechung: ZaöRV 39, 1979, S. 833 f.
9. Menschenrechte - Föderalismus - Demokratie. Festschrift zum 70. Geburtstag von Werner Kägi, hrsg. von Ulrich Häfelin/Walter Haller/Dietrich Schindler, Zürich 1979. Besprechung: ZSR 101 I, 1982, S. 323-327.
10. Jörg Paul Müller/Luzius Wildhaber, Praxis des Völkerrechts, 2. Aufl., Bern 1982. Besprechung: erscheint demnächst im Schweizerischen Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung.
11. Eli Murlakov, Das Recht der Völker auf Selbstbestimmung im israelisch-arabischen Konflikt, SJIR 1983, S. 309 ff.
12. Peter Haggemacher, Grotius et doctrine de la guerre juste, SJIR 1985, S. 262 ff.
13. Jürg Späni-Schleidt, Die Interpretation der dauernden Neutralität durch das schweizerische und das österreichische Parlament, erscheint in SJIR 1987, S. 272 ff.
14. Fritz Gygi, Bundesverwaltungsrechtspflege, 2. Aufl., in: ZBl 1984, S. 286 f.

- 15. Von der freien Gemeinde zum föderalistischen Europa - Festschrift für Adolf Gasser zum 80. Geburtstag, ZBl 89, S. 132 f.
- 16. Thomas Pfisterer, Die verfassungsrechtliche Stellung der aargauischen Gemeinden bei der Erfüllung der öffentlichen Aufgaben, ZBl 89, 1988, S. 183 ff.
- 17. Tunkin Grigorij Ivanovic, Recht und Gewalt im internationalen System, Berlin 1986. Besprechung: SJZR 1989, S. 366-369.

1. Inboden Max/Edinow René, Schweizerische Verfassungs-
 rechtsprechung, S. Aufl., Basel/Stuttgart 1976.
 2. Pfisterer-Gasser Thomas, Grundzüge des allgemeinen und
 schweizerischen Verfassungsrechts, Zürich 1977. Be-
 sprechung: SaZRV 39, 1978, S. 223 ff.
 3. Marti Hans, Die Wirtschaftskreislauf der schweizerischen
 Bundesverwaltung, Basel/Stuttgart 1976. Besprechung: SaZRV
 39, 1978, S. 217 f.
 4. Müller Jörg P., Gebrauch und Missbrauch des Dringlich-
 keitsrechts nach Art. 93bis BV, Bern 1977. Besprechung:
 SaZRV 39, 1978, S. 222.
 5. Schürmann Leo, Wirtschaftsverwaltungsrecht, Bern 1978. Be-
 sprechung: SaZRV 39, 1978, S. 221 f.
 6. Spinner Bruno, Die Kompetenzbefugnisse beim Abschluss
 völkerrechtlicher Verträge in der Schweiz, Zürich 1977.
 Besprechung: SaZRV 39, 1978, S. 223 f.
 7. Menschenrechte - Föderalismus - Demokratie. Festschrift
 zum 70. Geburtstag von Werner Kägi, hrsg. von Ulrich Hüls-
 lin/Walter Haller/Dietrich Schläpfer, Zürich 1979. Bespre-
 chung: SZR 101 I, 1982, S. 323-327.
 8. Jörg Paul Müller/Luis Wilhelmer, Praxis des Völker-
 rechts, 2. Aufl., Bern 1981. Besprechung: erscheint dem-
 nächst im Schweizerischen Anzeiger für Staats- und
 Gemeindeverwaltung.
 9. El Hurjakov, Das Recht der Völker zur Selbstbestimmung in
 israelisch-arabischen Konflikte, SZR 1982, S. 309 ff.
 10. Peter Haggenmacher, Grotius et doctrine de la guerre ju-
 rce, SZR 1982, S. 303 ff.
 11. Jörg Späni-Schläpfer, Die Interpretation der dauernden
 Neutralität durch das schweizerische und das österrei-
 chische Parlament, erscheint in SZR 1987, S. 373 ff.
 12. Fritz Gygi, Bundesverwaltungsrechtspflege, 2. Aufl., in:
 SZR 1984, S. 386 f.

Vorträge (kleine Auswahl)

- 1987 Das Willkürverbot nach Art. 4 BV
(Schweizerischer Juristenverein)
- 1987 Neuere Entwicklungen im Bereich der Europäischen Menschenrechtskonvention
- 1988 Seminarvorträge vor der Verwaltungsakademie des Bundes Oesterreich, Wien (Zürcherischer Juristenverein)
- 1988 Lehrgang "Le fédéralisme suisse" (Université d'été)
- 1988 Die Kommunalcharta des Europarates (Symposium der Universität Würzburg, Deutschland)
- 1989 The Role of Soft Law in the Actual Process of European Integration (Seminar: L'avenir du libre-échange en Europe: vers un Espace économique européen, Neuchâtel)
- 1989 Does Swiss Neutrality need Reevaluation? (Annual Meeting of the American Society of Political Science Atlanta)
- 1990 Direct Democracy in Switzerland
(Parlamentshearing der Republik Polen, Warschau)
- 1990 Frankreich 1789 - Osteuropa 1989: Konsequenzen für den Liberalismus in der Schweiz
(Gründungsfeier der FDP der Stadt Zürich)
- 1990 Beiträge bedeutender Schweizer zum Aufbau Europas
(Europa-Union Zürich)
- 1990 Der Verfassungsstaat als Glied einer Europäischen Gemeinschaft
(Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer)
- 1990 Grundprinzipien der Europäischen Gemeinschaft
(Schweizerische Sanitätsdirektorenkonferenz, Schaffhausen)
- 1990 Switzerland's Permanent Neutrality
(London School of Economics)
- 1990 Das Selbstverständnis der Schweiz angesichts der europäischen Herausforderung
(Bächtelisfeier der Zofingia Zürich)
- 1991 Das Bundesmonopol in der Aussenpolitik und die Souveränität der Kantone - Elemente einer Neuorientierung unter veränderten Umständen
Regierungsseminar der ch-Stiftung für eidg. Zusammenarbeit
- 1991 Der europäische Integrationsprozess: Standort und Standpunkt der Schweiz
(Neue Helvetische Gesellschaft, Zürich)
- 1991 Third States and Sanctions in Public International Law
(Deutsch-israelisches Kolloquium in Konstanz)

- 1991 Demokratie und Kirche aus staatsrechtlicher Sicht
(Veranstaltung der FDP des Kantons Zürich)
- 1991 Schweiz und Europäische Integration
(Veranstaltung der Universität Freiburg, Deutschland)
- 1991 Die Freiheit des Personenverkehrs im Recht der Europäischen Gemeinschaft
(Universität Basel)
- 1991 Das Recht der EFTA
(Weiterbildungsseminar der Hochschule St. Gallen)
- 1991 Constitutional Principles of the Swiss Policy of European Integration
(Internationales Seminar der Hochschule St. Gallen)
- 1991 Einladung zu einer Vortragsreihe an der Universität Graz (Oesterreich)
- 1991 Einladung zu einem Vortrag an der Universität Rotterdam (Niederlande)
- 1991 Einladung zu einem Vortrag über den Kleinstaat im Rahmen eines Seminars des Liechtenstein-Instituts

Mars 1991

CURRICULUM-VITAE

I. Nom : MALINVERNI
 Prénom : Giorgio
 Date de naissance : 3 octobre 1941
 Nationalité : Suisse
 Etat civil : Marié (3 enfants)

II. DIPLOMES UNIVERSITAIRES

1965 : licence en droit, Université de Fribourg
 (Suisse)
 1973 : doctorat à l'Institut universitaire de hautes
 études internationales de Genève.

III. ACTIVITES ACADEMIQUES ET SCIENTIFIQUES

- Professeur ordinaire de droit constitutionnel et de droit international des droits de l'homme à la Faculté de droit de l'Université de Genève.
- Directeur du Département de droit constitutionnel (1983-1989).
- Président de la Section de droit public (dès 1989).
- Membre de la Section suisse de l'Association internationale de droit constitutionnel.
- Membre de la Société suisse de droit international.

IV. ACTIVITES INTERNATIONALES

- Membre du Conseil exécutif de l'Association internationale de droit constitutionnel
- Membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe

V. ACTIVITES PROFESSIONNELLES ANTERIEURES

- | | |
|-------------|--|
| 1966 - 1971 | Assistant à la Faculté de Droit de Genève |
| 1971 - 1973 | Juriste auprès du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) |
| 1972 - 1977 | Membre de la délégation du CICR à la Conférence d'experts gouvernementaux, puis à la Conférence diplomatique (Genève 1974 - 1977) sur le droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. |
| 1972 - 1974 | Chargé de cours de l'Ecole de traduction et d'interprétation de l'Université de Genève (enseignement du droit international public) |
| 1973 - 1974 | Chef de travaux à la Faculté de Droit de Genève (enseignement du droit constitutionnel) |
| 1974 - 1980 | Professeur assistant à la Faculté de Droit de Genève (enseignement du droit constitutionnel) |

- 1976 - 1977 Greffier adjoint du Tribunal arbitral international chargé de délimiter le plateau continental entre la France et le Royaume-Uni.
- 1980 - 1982 Professeur extraordinaire à la Faculté de droit de l'Université de Genève
- 1982 et 1989 Professeur invité à la Faculté de droit de l'Université de Lausanne (enseignement du droit constitutionnel)
- 1990 - 1991 Professeur invité à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Neuchâtel (enseignement des droits fondamentaux)
- dès 1978 Plusieurs cours et conférences dans des Universités étrangères et rapports à des congrès.

VI. PUBLICATIONS

a) Ouvrages

1. Le règlement des différends dans les organisations internationales économiques, Leiden, Sijthoff, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 1974, 251 pages.
2. La liberté de réunion, Genève, Georg, 1981, 206 pages.

b) Articles et participation à des ouvrages

1. Armes conventionnelles modernes et droit international, Annuaire suisse de droit international, 1974, pp. 23-54.

2. L'application de la Convention européenne des droits de l'homme en Suisse, Mémoires publiés par la Faculté de Droit de Genève, vol. 49, Quinzième journée juridique, Genève, 1976, pp. 1-51.
3. Aspects juridiques de la politique suisse de l'énergie, Revue de droit suisse, 1977, pp. 233-264.
4. Remarques sur la qualité pour recourir dans le recours de droit public pour violation de concordats, Revue suisse de jurisprudence, vol. 74, fasc. 15 (août 1978), pp. 233-240.
5. Affaire du Détroit de Corfou (exception préliminaire)
Affaire du Détroit de Corfou (fond)
Affaire du Détroit de Corfou (fixation des réparations dues par la République populaire d'Albanie au Royaume-Uni)
Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI, dans "Précis de la jurisprudence de la Cour internationale", édité par K. Marek, M. Nijhoff, La Haye, Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, 1978, vol. II, pp. 3-17, 18-61, 62-69, 1101-1133.
6. Democracy and foreign policy : the referendum on treaties in Switzerland, British Yearbook of international Law, 1979, pp. 207-219.
7. Centrales nucléaires et droit international du voisinage, dans "Problèmes juridiques de l'énergie", Fribourg, Editions universitaires, 1982, pp. 173-204.
8. Freedom of information in the European Convention on Human Rights and in the international Covenant on civil and political Rights, dans Human Rights Law Journal, 1983, pp. 443-460.
9. L'exercice des libertés sur le domaine public, Mélanges André Grisel, Neuchâtel, Ides et Calendes, 1983, pp. 145-159.
10. Surgénérateurs, démocratie et rapports de voisinage entre Etats, dans Energie et société, Les surgénérateurs, vrai ou faux problème ? Actes de l'Institut national genevois, Genève, 1984, pp. 212-216.

11. Le pouvoir d'examen de la Cour européenne des droits de l'homme, Mélanges Georges Perrin, Lausanne, Payot, 1984, pp. 199-211.
12. Le droit des personnes privées de liberté au respect de leur correspondance, Etudes et essais en l'honneur de Jean Pictet, N. Nijhoff, La Haye, 1984, pp. 77-101.
13. La nature juridique de la redevance sur le trafic des poids lourds, Revue de droit administratif et de droit fiscal, 1985, pp. 273-280 (en collaboration avec Michel Hottelier).
14. La Convention européenne des droits de l'homme, dans Fiches juridiques suisses :
 - Le droit à la vie, FJS no. 1370, 5 pages.
 - L'interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, FJS no. 1371, 8 pages.
 - L'interdiction de l'esclavage, de la servitude et du travail forcé ou obligatoire, FJS no. 1372, 4 pages.
 - Le droit à la liberté et à la sûreté, FJS no. 1373, 25 pages.
 - Le droit à un procès équitable, FJS no. 1374, 24 pages.
 - La présomption d'innocence, FJS no. 1375, 5 pages.
 - Les droits de la défense, FJS no. 1376, 11 pages.
 - Le principe de la légalité des délits et des peines et de la non-rétroactivité, FJS no. 1377, 3 pages.
 - Le droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance, FJS no. 1378, 14 pages.
 - La liberté de pensée, de conscience et de religion, FJS no. 1379, 4 pages.
 - La liberté d'expression, FJS no. 1380, 7 pages.
 - La liberté de réunion, la liberté d'association et la liberté syndicale, FJS no. 1381, 20 pages.
 - Le droit de se marier et de fonder une famille, FJS no. 1382 (9 pages).
 - Le droit à un recours effectif devant une instance nationale, FJS no. 1383 (12 pages).

15. Commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse, Bâle, Berne, Zurich 1987.
 - Commentaire de l'art. 22 bis, 10 pages.
 - Commentaire de l'art. 41, 12 pages.
 - Commentaire de l'art. 56, 12 pages.
 - Commentaire de la liberté de réunion, 18 pages.
 - Commentaire de l'art. 69 (à paraître).
 - Commentaire de l'art. 69bis (à paraître).
 - Commentaire de l'art. 69 ter, 34 pages.
 - Commentaire de l'art. 70, 6 pages.
 - Commentaire de l'art. 115, 3 pages.
 - Commentaire de l'art. 116, 8 pages.
 - Commentaire de la liberté de la langue, 10 pages.
16. Gli istituti di democrazia diretta in Svizzera, dans *Annali dell'Istituto di studi europei* A. De Gasperi, Rome, vol. 8 (1986), p. 71-85.
17. Parts respectives du règlement judiciaire et du règlement non judiciaire dans la perspective de la fusion, dans *La fusion de la Commission et de la Cour européennes des droits de l'homme*, Kehl am Rhein 1987, pp. 107-113.
18. Il federalismo in Svizzera, dans *Le Regioni*, vol. XVI, 1988, p. 121-135.
19. Le principe de l'égalité des sexes en droit international et en droit européen, dans *L'Egalité entre hommes et femmes*, Lausanne Payot, CJR 1988, p. 11-40.
20. Le droit comparé dans le contexte fédéral suisse, dans *Revue internationale de droit comparé* 1988, p. 583-607.
21. L'art. 113 al. 3 de la Constitution fédérale et le contrôle de conformité des lois fédérales à la Convention européenne des droits de l'homme, dans *Mélanges O. K. Kaufmann*, Berne 1989, p. 381-397.
22. La Suisse et les droits de l'homme, dans *Annuaire suisse de droit international* 1989 (vol. XLV), p. 153-192.

23. Les mécanismes de contrôle international du respect des droits de l'homme, dans Contributions à l'année internationale de la paix, Les cahiers du droit public, Bordeaux 1988, pp. 157-167.
24. La pratique suisse relative à la Convention européenne des droits de l'homme, Annuaire suisse de droit international, chaque année depuis 1978 (en collaboration avec le professeur L. Wildhaber, de l'Université de Bâle)
- Année 1977, ASDI 1978, pp. 167-224.
 - Année 1978, ASDI 1979, pp. 181-222.
 - Année 1979, ASDI 1980, pp. 239-272.
 - Année 1980, ASDI 1981, pp. 279-333.
 - Année 1981, ASDI 1982, pp. 153-200.
 - Année 1982, ASDI 1983, pp. 269-303.
 - Année 1983, ASDI 1984, pp. 196-257.
 - Année 1984, ASDI 1985, pp. 244-280.
 - Année 1985, ASDI 1986, pp. 121-166.
 - Année 1986, ASDI 1987, pp. 189-246.
 - Année 1987, ASDI 1988, pp. 261-340.
 - Année 1988, ASDI 1989, pp. 255-338.
25. Chronique relative au droit public en Suisse, Annuaire de législation française et étrangère, chaque année de 1979 à 1985 (en collaboration avec Michel Hottelier et Blaise Matthey).
- Années 1979-1982, ALFE (1981/82, pp. 697-711).
 - Année 1983, ALFE 1983, pp. 535-543.
 - Année 1984, ALFE 1984, pp. 531-538.
 - Année 1985, ALFE 1986, pp. 531-535.
26. Le règlement des différends dans le cadre des organisations internationales, chap. 25 du Manuel de droit international public, publié par l'UNESCO (M. Bedjaoui éd.) (à paraître).
27. La fonction des droits fondamentaux dans la jurisprudence de la Commission et de la Cour européennes des droits de l'homme, dans Mélanges Dietrich Schindler, Bâle, 1989, pp. 539-560.
28. L'indemnité pour cause d'expropriation selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, dans Problemi giuridici dell'orientamento economico attuale, Quaderni della Banca del Gottardo, Bellinzona, pp. 113-123.

29. Il diritto ad un ricorso effettivo davanti ad un'istanza nazionale : osservazioni sull'art. 13 della Convenzione europea dei diritti dell'uomo, dans *Rivista internazionale dei diritti dell'uomo*, 1989 (vol. 3), pp. 396-405.
30. La réserve de la loi dans les conventions internationales de sauvegarde des droits de l'homme, *Revue universelle des droits de l'homme* 1990, pp. 401-409.
31. Les Pactes et la protection des droits de l'homme dans le cadre européen, dans W. Kälin/G. Malinverni/M. Nowak (éd.), *La Suisse et les Pactes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme*, Bâle 1991 (à paraître).
32. Gli strumenti governativi di indirizzo della pubblica amministrazione : l'esperienza svizzera, dans *Potere regolamentare e strumenti di direzione dell'amministrazione, profili comparatistici* (a cura di Paolo Caretti e Ugo De Siervo), Bologna 1991, pp. 141-161.
33. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le principe de l'égalité des sexes en droit suisse, dans *Présence et actualité de la Constitution dans l'ordre juridique, Mélanges offerts par la Faculté de droit de Genève à la Société suisse des juristes*, Bâle 1991 (à paraître).